

Séance publique du 30 juin 2022  
à 18h00

ROANNAIS  
AGGLOMERATION

63, rue Jean Jaurès  
42311 ROANNE

N° DCC 2022-096

Abris Voyageurs

Concession de service  
Fourniture, installation,  
entretien, exploitation  
commerciale de mobiliers  
urbains publicitaires et  
non publicitaires

Approbation de la convention  
de groupement d'autorités  
concédantes avec la  
Commune de Roanne  
et du principe de la  
concession de service

La convocation de tous les membres en exercice du Conseil communautaire a été faite le 24 juin 2022, dans les formes et délais prescrits par la loi.

Etaient présents :

Jean-Marc Ambroise - Christine Aranéo - Marcel Augier - Pierre Barnet - Isabelle Berthelot - Franck Beysson - Jean-Yves Boire - Romain Bost - Edmond Bourgeon - Laurence Boyer - Marie-Christine Bravo - Catherine Brun - Dominique Bruyère - Marie-France Catheland - Yves Chambost - Nicolas Chargueros - Christine Chevillard - Pierre Coissard - Patrick Collet - Sandra Creuzet - Marie-Laure Dana Burnichon - Hervé Daval - Jean-Paul Descombes - Pierre Devedeux - David Dozance - Catherine Dufossé - Christian Dupuis - Daniel Fréchet - Jacky Geneste - Gilles Goutaudier - Quentin Guillermin - Jean-Paul Heyberger - Guy Lafay - Sébastien Lassaigue - Christelle Lattat - Christian Laurent - Maryvonne Loughraieb - Adina Lupu Bratiloveanu - Muriel Marcellin - Jean-Luc Mardeuil - Eric Martin - Patrick Meunier - Pascal Muzart - Yves Nicolin - Mahdi Nouibat - Jade Petit - Marcel Peuillon - Éric Peyron - Anne Pilato - Serge Pralas - Vickie Redeuilh - Marie-Hélène Riamon - Clotilde Robin - Martine Roffat - Alain Rossetti - Sophie Rotkopf - Jacques Troncy - Denis Vanhecke - Gilbert Varrenne - Antoine Vermorel-Marques.

Nombre de conseillers	
En exercice	83
Présents	60
Pouvoirs	18
Pour	75
Contre	2
Abstention	1

Certifié exécutoire	11 JUL. 2022
Reçu en Préfecture	05 JUL 2022
Publié	11 JUL. 2022

**Etaient absents :**

<b>Absents</b>	<b>Ni pouvoir Ni suppléant</b>	<b>Suppléant</b>	<b>Pouvoir donné à...</b>
Jean-Jacques Banchet			Romain Bost
Martine Barroso			Serge Pralas
Michelle Bouchet	X		
Jean-Luc Chervin			Isabelle Berthelot
Aimé Combaret	X		
Jean-Marc Détour			Quentin Guillermin
Christian Dorange			Catherine Brun
Annie Gerenton			Jean-Luc Mardeuil
Patricia Goutorbe	X		
Fabien Lambert			Jade Petit
Hélène Lapalus			Maryvonne Loughraieb
Franck Maupetit			Sandra Creuzet
Véronique Mouiller			Martine Roffat
Lucien Murzi			Catherine Dufossé
Nabih Nejjar			Pierre Barnet
Gilles Passot			Vickie Redeuilh
Philippe Perron			Christelle Lattat
Christophe Pion	X		
Didier Prunet			Laurence Boyer
Stéphane Raphaël			Daniel Fréchet
Jean Smith	X		
Corinne Troncy			Adina Lupu Bratiloveanu
Isabelle Valcourt			David Dozance

Secrétaire désigné avec l'approbation de l'assemblée pour la durée de la séance :  
Jean-Marc Ambroise.

Vu le Code de la Commande Publique et plus spécifiquement la partie 3 du Code portant dispositions sur les contrats de concession,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté préfectoral du 5 avril 2022, portant statuts de Roannais Agglomération, plus particulièrement la compétence facultative « Abris voyageurs » ;

Considérant que le marché recetté de mobiliers urbains d'information de la Communauté d'agglomération avec la société JC DECAUX arrive à son terme et qu'il convient de lancer une nouvelle procédure de passation ;

Considérant que Roannais Agglomération est compétent en matière d'installation, de maintenance et d'entretien des abris voyageurs affectés au service public de transports urbains ;

Considérant que la Ville de Roanne est compétente en matière d'installation de mobiliers urbains sur son territoire ;

Considérant qu'afin de garantir le service rendu aux usagers des transports en commun et dans la perspective de conforter l'action d'information de ses administrés, le Conseil communautaire est appelé à se prononcer sur le choix du mode de gestion du service ;

Considérant qu'il appartient au Conseil communautaire de se prononcer sur le montage contractuel envisagé et les principales caractéristiques du futur contrat que la Communauté d'agglomération entend conclure ;

Considérant que la constitution d'un groupement de commandes entre la Commune de Roanne et Roannais Agglomération apparaît pertinente en vue de la conclusion de ce contrat ;

Considérant que sur les modes de gestion envisageables, différents types de montages contractuels sont envisageables pour prendre en charge des missions de fourniture, d'installation, d'entretien et d'exploitation commerciale des mobiliers urbains publicitaires et non publicitaires et que plus précisément, les collectivités peuvent recourir :

- A une gestion en « *régie directe* » : dans une telle hypothèse la collectivité exploite elle-même le service avec ses propres moyens et son propre personnel. Elle assure donc, à ses frais, l'installation, l'exploitation, le suivi et l'entretien des installations.
- A une gestion externalisée par le biais :
  - o D'un marché public : contrat par lequel la collectivité confierait à un opérateur la charge d'installer, entretenir et exploiter les ouvrages de mobilier urbains en contrepartie d'un prix fixe versé pour chaque type d'opération ;
  - o D'une concession de service : contrat par lequel la collectivité confierait à un opérateur la charge, d'installer, entretenir et exploiter à ses frais les ouvrages de mobilier urbain. Dans cette hypothèse, l'opérateur se rémunère sur les résultats de l'exploitation du service (tirés des ressources publicitaires) et supporte, par conséquent, un « *risque d'exploitation* ».

Considérant que si la régie directe présente l'avantage d'une maîtrise de la décision et de la gestion quotidienne du service, elle présente l'inconvénient de faire reposer les risques de l'exploitation sur la collectivité et donc, que pour cette raison, il est proposé d'opter pour une gestion externalisée du service et, plus précisément, pour une concession de service.

Considérant que la distinction entre un marché public et une concession réside dans l'économie du contrat : Un contrat sera un marché public s'il prévoit un prix versé au concessionnaire pour la prise en charge des prestations et sera une concession de service si le co-contractant de la personne publique supporte un risque d'exploitation (en d'autres termes si ce dernier se rémunère sur les résultats de l'exploitation du service).

Considérant qu'au regard de la jurisprudence récente du Conseil d'Etat (notamment arrêt du 25 mai 2018, requête n°416825), il apparaît que les contrats de concession de service portant sur de la fourniture, de l'installation, de l'entretien et de l'exploitation commerciale des mobiliers urbains publicitaires et non publicitaires sont fréquemment qualifiés de « concession de service » dans la mesure où le co-contractant supporte le risque de l'exploitation du service, et que ce type de contrat présente l'avantage d'externaliser, à un opérateur économique performant, la responsabilité et le risque d'exploitation du mobilier urbain

d'information et publicitaire implanté sur le domaine public. C'est la raison pour laquelle, il est proposé au Conseil communautaire d'opter pour la forme juridique de la « concession de service ».

Considérant que sur les caractéristiques du futur contrat, il est proposé que le contrat de concession de service dont le lancement est proposé au Conseil communautaire aura pour objet la fourniture, l'installation, l'entretien et l'exploitation commerciale des mobiliers urbains publicitaires et non publicitaires suivant les éléments suivants :

- la mission confiée au concessionnaire portera sur la mise à disposition, l'installation, la maintenance, l'entretien, l'exploitation commerciale des :
  - Abris-voyageurs des usagers des transports en commun publicitaires,
  - Mobiliers urbains d'information municipale et publicitaire,
  - Journaux digitaux d'information pour l'information municipale,
  - Colonnes d'affichage culturel,
  - Sanitaire public à entretien automatique.

Plus précisément, la fourniture de mobilier urbain portera sur :

**VILLE DE ROANNE**

- 70 mobiliers double-face de 2m<sup>2</sup> pour l'information municipale et la publicité,
- 5 mobiliers double-face de 2m<sup>2</sup> pour l'information municipal,
- 4 écrans digitaux
- 2 colonnes d'affichage culturel

**ROANNAIS AGGLOMERATION**

- 70 abris voyageurs publicitaires, dont 10 de design spécifique
- 20 abris voyageurs non publicitaires
- La prise en charge de l'entretien et de la maintenance de 20 abris appartenant à l'agglomération.

- La concession sera conclue pour une durée de dix-huit (18) ans à compter de sa notification au concessionnaire.

Considérant que sur la constitution d'un groupement de commandes, l'article L.3112-1 du code de la commande publique offre la possibilité aux autorités concédantes soumises au code de passer conjointement des contrats de concession en constituant un groupement de commandes,

Considérant que le recours à un groupement de commandes permet de lancer une consultation unique pour répondre aux besoins de plusieurs autorités concédantes et permet ainsi de rationaliser les besoins en mutualisant les contrats ;

Considérant qu'il apparaît en l'espèce pertinent de constituer un groupement de commandes entre la Commune de Roanne et Roannais Agglomération pour la passation d'une concession de services portant sur la fourniture, l'installation, l'entretien et l'exploitation commerciale de mobiliers urbains publicitaires et non publicitaires sur le territoire des deux entités :

- La passation d'un tel contrat par le biais d'un groupement de commandes permettra de traiter de manière unitaire la question du mobilier urbain sur le territoire de la Commune de Roanne et de la Communauté d'agglomération et fera bénéficier chaque entité d'un traitement similaire de leurs différents besoins et d'assurer une cohérence architecturale, esthétique, technique, financière et juridique aux prestations relatives aux mobiliers urbains ;
- Comme tous les dispositifs de mutualisation des achats, la constitution d'un groupement de commandes permettra de réaliser des économies d'échelles liées au volume des prestations à réaliser ;

Considérant que le groupement de commandes sera formalisé par une convention constitutive de groupement de commandes qui désigne Roannais agglomération comme coordonnateur ;

Considérant que les missions confiées au coordonnateur sont précisées dans la convention de groupement et précise notamment que le coordonnateur est seulement chargé de la passation et de la sélection des offres, chaque membre du groupement sera chargé de l'exécution technique et financière pour sa part ;

Considérant que la Commission de délégation de service public de Roannais Agglomération sera amenée à intervenir dans la procédure de passation de ladite concession de service ;

Considérant que le principe de la concession de service approuvé par le Conseil communautaire ne nécessite pas l'avis préalable du Comité Technique et de la Commission Consultative des Services Publics Locaux compte tenu de l'objet même de la concession de service qui n'a pas pour objet le fonctionnement d'un service

public et n'a pas d'incidence sur les personnels, ni sur l'organisation ou le fonctionnement de la Communauté d'agglomération ;

**Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré :**

- approuve le principe d'une concession de service relative à la fourniture, d'installation, d'entretien et d'exploitation commerciale des mobiliers urbains publicitaires et non publicitaires sur le domaine public de Roannais agglomération et la Commune de Roanne ;
- approuve les caractéristiques des prestations à réaliser telles que décrites dans la présente délibération ;
- donne son accord à la conclusion par la Communauté d'agglomération d'une convention constitutive de groupement de commandes avec la Commune de Roanne, telle que décrite dans la présente délibération, et dont le coordonnateur est la Communauté d'agglomération ;
- autorise le Président à signer la convention constitutive du groupement de commandes ;
- autorise le Président ou son représentant à lancer la procédure de consultation dans le respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur et à prendre tous les actes nécessaires dans le cadre de cette procédure.

Le Président,  
**Yves Nicolin,**  
Maire de Roanne

**CONVENTION CONSTITUTIVE DE GROUPEMENT  
D'AUTORITES CONCEDANTES**

ARTICLES L. 3112-1 à L. 3112-4 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

POUR L'OPERATION SUIVANTE :

**Concession de services portant sur la fourniture, l'installation,  
l'entretien et l'exploitation commerciale de mobiliers urbains  
publicitaires et non publicitaires sur le domaine public du  
groupement d'autorités concédantes**

Entre les soussignés :

La **Commune de Roanne**, dont le siège est situé Place de l'Hôtel de Ville, BP 90512 - 42328 ROANNE CEDEX, représentée par son par Monsieur le Maire, Yves NICOLIN ou son représentant, agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués par délibération

D'une part,

**Et**

**Roannais Agglomération**, Communauté d'agglomération, dont le siège est situé 63 rue Jean Jaurès, CS 70005 – 42311 ROANNE CEDEX, représentée par son Président, Yves NICOLIN, agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués par délibération

D'autre part,

**Il a été convenu ce qui suit :**

## **PREAMBULE**

L'article L. 3112-1 du code de la commande publique offre la possibilité aux autorités concédantes soumises au Code de la commande publique de passer conjointement des contrats de concession en constituant un groupement de commande, dit « groupement d'autorités concédantes ». Le recours à un groupement de commandes permet de lancer une consultation unique pour répondre aux besoins de plusieurs autorités concédantes. Le groupement de commande permet ainsi de rationaliser les besoins en mutualisant les contrats.

Il apparaît en l'espèce pertinent de constituer un groupement d'autorités concédantes entre la commune de Roanne et la communauté d'agglomération Roannais Agglomération pour la passation d'une concession de services portant sur la fourniture, l'installation, l'entretien et l'exploitation commerciale de mobiliers urbains publicitaires et non publicitaires sur le territoire des deux entités.

En effet, la passation d'un tel contrat par le biais d'un groupement d'autorités concédantes permettra de traiter de manière unitaire la question du mobilier urbain sur le territoire de la commune de Roanne et de Roannais Agglomération.

Ainsi, les deux autorités concédantes bénéficieront d'un traitement similaire des différents besoins permettant ainsi d'assurer une cohérence architecturale, esthétique, technique, financière et juridique aux prestations relatives aux mobiliers urbains.

Enfin, comme tous les dispositifs de mutualisation des achats, la constitution d'un groupement de commande permet de réaliser des économies d'échelles liées au volume des prestations à réaliser.

## **ARTICLE I. OBJET DE LA CONVENTION**

La Commune de Roanne et la Communauté d'agglomération Roannais Agglomération souhaitent faire appel à un tiers afin de conclure une concession de services portant sur la fourniture, l'installation, l'entretien et l'exploitation commerciale de mobiliers urbains publicitaires et non publicitaires.

Dans le cadre de ce contrat, les prestations suivantes sont mises à la charge du concessionnaire :

La mise à disposition, l'installation, la maintenance, l'entretien, l'exploitation commerciale des :

- Abris-voyageurs des usagers des transports en commun publicitaires,
- Mobiliers urbains d'information municipale et publicitaire,
- Journaux digitaux d'information pour l'information municipale,
- Colonnes d'affichage culturel,
- Sanitaire public à entretien automatique.

La concession de services est conclue pour une durée de 18 ans.

La présente convention a pour objet de définir les règles de fonctionnement du groupement d'autorités concédantes qui aura vocation à coordonner la procédure de passation du contrat susvisé .

## **ARTICLE II. MEMBRES DU GROUPEMENT**

Les membres du groupement de commandes sont les collectivités territoriales et les établissements publics de coopération intercommunale qui ont adhéré à la présente convention.

## **ARTICLE III. DUREE DE LA CONVENTION**

Le présent groupement de commandes est un groupement à caractère ponctuel.

Au regard des missions confiées au coordonnateur, telles que décrites à l'article IV, le groupement est formé pour la seule durée de la consultation des opérateurs.

Elle entre en vigueur à compter de sa signature par les parties ; elle prendra fin à l'issue de la procédure de passation

## **ARTICLE IV. COORDONATEUR DU GROUPEMENT**

Le coordonnateur du groupement d'autorités concédantes est la Communauté d'agglomération Roannais Agglomération, représentée par son président Yves NICOLIN.

Le coordonnateur est chargé d'assurer le secrétariat du groupement et de procéder, dans le respect des règles prévues par le code de la commande publique, à l'organisation de l'ensemble des opérations de sélection des opérateurs économiques et plus particulièrement :

- En ce qui concerne la préparation de la concession :
  - o Recueillir et synthétiser les besoins des membres du groupement ;
  - o Elaborer le dossier de consultation des opérateurs économiques ;
- En ce qui concerne la passation de la concession :
  - o Faire paraître l'avis d'appel public à la concurrence ;
  - o Remettre les dossiers de consultation aux candidats ;
  - o Répondre aux questions des candidats ;
  - o Organiser l'ensemble des opérations d'analyse des candidatures et des offres ;
  - o Le cas échéant, organiser et réaliser les phases de négociations ;
  - o Rédiger les rapports d'analyse des candidatures et des offres ;
  - o Prendre toute décision relative à l'attribution de la concession ;
  - o Informer les candidats non retenus ;
  - o Signer et notifier la concession ;



- En ce qui concerne l'exécution de la concession :

- o Le coordonnateur est seulement chargé de la passation et de la sélection des offres.
- o Chaque membre du groupement sera chargé de l'exécution technique et financière du contrat pour sa part ;
- o L'équilibre globale du contrat de concession reposant sur l'ensemble des prestations confiées au concessionnaire, qui concernent chacun des membres du groupement, le coordonnateur est également chargé de conclure, au nom des membres du groupement, les avenants à la concession après avoir recueilli leur accord préalable.

## **ARTICLE V. ATTRIBUTION DE LA CONCESSION**

Le titulaire de la concession est choisi par la commission de concession (commission de délégation de service public) du coordonnateur du groupement.

## **ARTICLE VI. MODALITES FINANCIERES**

Les frais occasionnés par la gestion des procédures du groupement sont à la charge du Coordonnateur du groupement.

## **ARTICLE VII. MODALITES D'ADHESION ET DE RETRAIT DU GROUPEMENT**

1. – Adhésion : l'adhésion se fait par signature de la présente convention conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables à chacun des membres.

2. – Retrait : le retrait du groupement s'effectue par dénonciation de la présente convention conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables aux membres, au moins six mois avant l'échéance de la concession. Le retrait ne permet pas au membre sortant de s'exonérer des engagements pris antérieurement auprès du groupement, ou du concessionnaire.

## **ARTICLE VIII. MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Le projet de modification est adressé au coordonnateur qui en assure la diffusion auprès des membres du groupement.

La modification devra être approuvée par l'ensemble des membres du groupement.

A Roanne, le

Pour la Commune de Roanne

Pour la Communauté d'agglomération